



CHAPITRE 1

Les connexions secrètes de la DGSE

Nos agents sont vraiment très spéciaux. Regardez celui-là, silhouette mince, chapeau et manteau noirs à la Mitterrand, en ces jours glacés de février. Droit comme un i, petites lunettes, un journal à la main. Affable et peu bavard comme il se doit, il était, il y a peu, l'un des plus hauts responsables de la Piscine - comprenez la DGSE, surnommée ainsi à cause de la proximité de ses locaux avec la piscine Georges-Vallerey, dans le XXe arrondissement de Paris. Mais piquez-y une tête, vous n'aurez pas l'impression d'être entouré de James Bond en maillot.

C'est l'agent au chapeau noir qui, la première fois au cours de cette enquête, a évoqué les livraisons d'armes de la France au général Massoud. « On l'a aidé depuis le début. Les premiers temps, les armes étaient livrées par avion sur la base de Peshawar, au Pakistan. À la fin, on les a larguées par parachute, au-dessus des montagnes afghanes¹. » « On » : mot pudique pour désigner la DGSE. C'est au plus haut niveau de l'État, à l'Élysée, que la décision avait été prise de prêter main-forte au futur opposant majeur au régime des Talibans. À l'époque, Massoud n'est encore que le chef d'un groupe luttant âprement contre l'invasion soviétique en Afghanistan. « Seule l'autorité politique peut prendre une telle décision ; d'ailleurs toute intervention des services français à l'étranger doit recevoir le triple feu vert de la Défense, de Matignon et de l'Élysée, confie notre agent. Il n'y a jamais de document écrit, juste des instructions verbales. Mais un directeur de la DGSE ne s'engagerait jamais seul dans une telle aventure sans le feu vert du gouvernement. Ne serait-ce que pour des raisons de carrière, il lui faut se couvrir. Nous, on avise le politique, on lui adresse notes, rapports, études, synthèses... Même si les instructions en retour sont rarissimes ! » Dans le chaos afghan, Massoud, parce qu'il est tadjik, est l'un des rares chefs de guerre afghans (en majorité pachtouns) à ne pas être une marionnette du service de renseignements pakistanais, donc de l'Arabie saoudite, et par voie de conséquence des États-Unis. Résultat, il a pratiquement été le seul que les Américains n'ont pu empêcher de solliciter l'appui des Européens - et tout particulièrement des Français - pendant la guerre contre la présence soviétique. Seul autre cas, celui de l'Ouzbek Rachid Dostom qui a su nouer des liens avec la Russie comme Massoud avec la France.

Des livraisons secrètes à hauts risques

Un autre ancien espion français, spécialiste reconnu du Proche-Orient, se souvient. Alain Chouet est entré à la Piscine en 1972, et il est devenu l'un des piliers de la maison sur les questions de l'islam, du terrorisme et du Proche-Orient. Son dernier poste² à la DGSE : chef du Service de renseignements de sécurité. Depuis qu'il a quitté la DGSE, l'homme à la barbe courte a abandonné veste et cravate pour le blouson de cuir; il donne des conférences en France et aux États-Unis, et publie des analyses

¹ Entretien en février 2005.

² Il a quitté ce poste en octobre 2002.

sur l'islam ou le terrorisme. « Les premiers contacts français avec la résistance afghane datent des années 83-85, confesse-t-il. Ils ont commencé avec des chefs pachtouns et les services secrets pakistanais, ce qui a fort déplu aux Américains, qui les avaient déjà pris sous leur aile. Les Français se sont alors tournés vers Massoud. Une relation privilégiée s'est donc tissée, dès la fin des années 1980, entre les services secrets français et le "Lion du Panshir". Une relation qu'il a bien fallu honorer en lui fournissant assistance médicale, formation militaire et armes, faute de quoi il serait allé voir ailleurs. Les autorisations du "politique" sont venues à petite échelle au début des années 1990³. »

Contrairement aux rares informations ayant filtré sur le soutien de la DGSE à la résistance afghane, les livraisons d'armes se sont poursuivies longtemps après le retrait soviétique d'Afghanistan. L'adoption, en 1996, par les Nations unies d'une résolution⁴, certes non contraignante, demandant l'arrêt de toutes les livraisons d'armes sur le territoire afghan, n'a pas gêné les agents français : la France a décidé de soutenir Massoud et ses forces spéciales. La DGSE et le 13^e régiment de dragons parachutistes ont été mobilisés à cet effet. « La véritable "coopération" a pris de l'ampleur vers 1997-1998 quand les Talibans ont commencé à devenir insupportables, continue Alain Chouet. Il ne faut cependant pas exagérer l'importance de cette assistance armée, qui a plus souvent emprunté la voie routière que la voie des airs. » Plusieurs dizaines d'hommes du commandant Massoud ont été discrètement formés au centre de la DGSE de Cercottes, dans le Loiret. Les principaux fournisseurs militaires de Massoud, l'Inde, la Russie, l'Iran, ont effectué leurs livraisons par convois entiers successifs. Les approvisionnements français ont consisté en missiles antichars avec leurs postes de tir, en armes de poing ou d'épaule ainsi qu'en équipements sanitaires et matériels militaires de transmissions.

Les livraisons étaient limitées, estime notre agent expert du Proche-Orient, car « les Français se sont en définitive découverts avec Massoud comme la poule qui a trouvé un couteau. Qu'en faire ? Après tout, nos intérêts sur zone n'étaient pas évidents. Les politiques ont donc chichement mesuré leur appui aux services. D'autant que, n'en déplaise aux "massoudolâtres" des salons parisiens, Massoud est resté jusqu'à sa mort un islamiste extrémiste. Son opposition aux Talibans n'était ni religieuse ni idéologique, mais ethnique et clanique. » Quand il est apparu que les premiers membres des GIA algériens avaient été formés chez Massoud, cela a généré des troubles au sein de la DGSE. « Ces tensions ont essentiellement opposé le service Action, qui avait sa propre logique opérationnelle et ses copinages sur le terrain, au service de contre-espionnage, en particulier dans sa composante contre-terrorisme, qui voyait en Massoud un danger potentiel aussi important que les Talibans. » Car, aux dires des experts, le fameux général semble avoir planté autant de pavot que de mines meurtrières dans le sol afghan.

Un État en totale schizophrénie

La polémique interne n'a pas mis les services à feu et à sang mais, avec le recul, a pris toute sa dimension. Car, comme l'analyse un ancien agent de la Piscine, « l'aide militaire à Massoud a permis de pérenniser encore plus un conflit déjà interminable. Le général n'aurait jamais pu gouverner l'Afghanistan, déchiré par une guerre tribale, ethnique et clientéliste, principalement pour le contrôle de la culture du pavot. En le soutenant, on a encore aggravé le pourrissement de la situation dans le pays. » En résumé, soupire l'ex-espion, « l'aide militaire secrète aura contribué à créer un nouveau berceau du terrorisme ». Difficile pourtant, de l'avis des experts du terrain afghan, d'établir un lien direct de cause à effet. Une nation comme la France ne peut toutefois pas faire l'économie d'une réflexion sur les conséquences géopolitiques

de ces pratiques à hauts risques que sont les livraisons d'armes occultes. D'autant que l'État nage en pleine schizophrénie. D'un côté on trouve une partie de ses institutions, principalement le ministère des Affaires étrangères, qui lutte contre les trafics d'armes. Le quai d'Orsay adopte

³ Nombreuses correspondances en 2005 et 2006.

⁴ La résolution 1076 du 22 octobre 1996 « demande à tous les États de mettre immédiatement fin aux livraisons d'armes et de munitions à toutes les parties au conflit en Afghanistan ».

des positions publiques, participe à des négociations diplomatiques, signe et ratifie conventions et traités internationaux. À ce titre, il engage la France par la voix du ministre en charge de sa diplomatie. Parallèlement, les services secrets, c'est-à-dire la Piscine, jouent un double jeu: ils n'hésitent pas à mettre des armes en circulation dans les zones de trouble, en livrant fusils d'assaut et matériels militaires de transmission, alors que d'autres agents du même service sont chargés d'assister aux réunions très officielles qui autorisent les ventes d'armes à l'étranger, afin de vérifier si les exportations sont pertinentes ou pas.

Secrète, la DGSE n'en est pas moins une administration publique, émanation de l'État; son fonctionnement et son organisation sont régis par la loi. Elle participe notamment au Comité de surveillance des exportations d'armes, qui se tient au ministère de la Défense, et à toutes les réunions interministérielles qui précèdent des ventes de matériels de guerre. Le gouvernement attend du service d'espionnage rien de moins que « contrôler les intermédiaires, détecter les faux certificats de destination finale, vérifier l'honorabilité des sociétés acheteuses et l'adéquation des matériels achetés aux capacités du pays acheteur, surveiller le contexte géopolitique et les risques de prolifération, contrôler l'exportation du chiffre militaire⁵ »... Pourtant la DGSE peut être amenée à prendre des libertés avec les engagements internationaux de la France.

L'ancien haut responsable de la DGSE, Alain Chouet, se dit « à peu près certain » qu'il n'y a pas eu, dans les années 1990, à part en Afghanistan et probablement en Afrique centrale, d'autres livraisons secrètes de la DGSE au travers de la planète. « François Mitterrand se montrait assez hostile à ce genre d'opérations. Jacques Chirac ne voulait pas entendre parler de la maison, même Michèle Alliot-Marie ne veut en aucun cas avoir à faire avec les services et le monde du renseignement », dit-il.

Patron depuis 1995 de la cellule Afrique de l'Élysée, l'ambassadeur Michel de Bonnecorse passe pour un homme préférant les solutions négociées au fracas des armes. Donc peu susceptible d'inciter les agents français à expédier de la poudre à canon vers un quelconque allié secret de la France. Dans les années 1980, ce type d'opération occulte était plus facilement ordonné par le pouvoir politique. Des interventions en tout genre en Afrique francophone, et aussi en Angola, hors du champ africain traditionnellement surveillé par Paris : depuis le soutien apporté à la rébellion de Savimbi contre le pouvoir central, marxiste, décidé par l'aristocratique chef des services français, Alexandre de Marenches, le roi du Maroc et la CIA, la DGSE a poursuivi l'effort militaire secret en faveur du maquis angolais. De vraies opérations clandestines, montées par le service Action, via des agents non identifiables en tant que tels, que la France n'a jamais assumé et n'assumera jamais publiquement. Au moment où le leader de la rébellion angolais, Jonas Savimbi, a décidé de rompre l'accord de paix et contesté le processus électoral, ses soutiens d'antan se sont détachés, entraînant le vote d'un embargo militaire à l'encontre de son mouvement, l'UNITA⁶.

Pour la DGSE, l'Afrique est depuis toujours un monde à part. Les affaires africaines sont « cogérées » par plusieurs intervenants de l'exécutif, coordonnés par la cellule africaine de l'Élysée. C'est un véritable domaine réservé dans lequel les services secrets interviennent essentiellement via le fameux service Action, chargé des opérations clandestines⁷. Les liens indéfectibles de la France et de sa classe dirigeante avec les présidents-dictateurs africains expliquent peut-être cet état de fait...

Dans les années 1980 encore, hormis l'aide aux Afghans antisoviétiques, la DGSE a mouillé l'essentiel de sa chemise dans la guerre civile qui a déchiré le Liban. Notamment via des

⁵ Jean-Claude Sandrier, Christian Martin et Alain Veyret, « Rapport d'information déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées sur le contrôle des exportations d'armement », Assemblée nationale, 25 avril 2000.

⁶ Le mouvement d'opposition année fondé par Jonas Savimbi, d'abord contre la puissance coloniale portugaise, puis contre le pouvoir pro-communiste, a rassemblé jusqu'à 60 000 combattants. Savimbi a été tué en février 2002.

⁷ Destruction, vol de matériels, enlèvement voire élimination physique de personnes.

opérations ultra-clandestines. « Armes légères, systèmes de transmissions, formation de gardes du corps, assistance technique ont été fournis à diverses milices chrétiennes et druzes, ainsi qu'aux forces légales libanaises, qui se trouvaient alors réduites au rang de milice comme les autres. Cela n'a jamais donné lieu à des livraisons à grande échelle, mais plutôt à des opérations ciblées et ponctuelles. Ces milices aidaient la France dans la recherche et la neutralisation des réseaux terroristes Hezbollah, sunnites, palestiniens ou pro-syriens qui étaient alors menaçants⁸ », se souvient Chouet. On l'a vu à l'été 2006, le Hezbollah a néanmoins développé une puissance militaire considérable, grâce à la Syrie et à l'Iran.

Un « trombinoscope » des trafiquants

Quand elle ne livre pas elle-même des armements dans les zones instables, la DGSE suit au jour le jour les problèmes de prolifération, de transferts de technologies et de trafics d'armes. C'est le seul service de renseignements chargé de ce suivi permanent. D'autres structures y touchent parfois (Direction de la surveillance du Territoire, Direction de la protection et de la sécurité de la défense nationale, Renseignements généraux, Douanes...), mais plutôt à l'occasion d'infos qui remontent ponctuellement, au gré du traitement des « sources ». À la DGSE, c'est la direction du renseignement qui traite le dossier : elle comporte une section « contre-prolifération », qui vise les armements classiques ou pas (biologiques, chimiques, nucléaires...). Au sein de cette section cohabitent trois secteurs : terrorisme, mercenaires et trafiquants d'armes. Et pour chacun de ces secteurs, des agents partent à la recherche du renseignement, tandis que d'autres analysent l'information recueillie. « Les effectifs et les moyens affectés sont suffisants », estime un cadre. Les services secrets s'efforcent ainsi d'assurer dans la durée un suivi des personnes et structures impliquées. « On connaît, on surveille et on pénètre un peu le monde des trafiquants⁹ », explique un ex-agent. Un « trombinoscope » des trafiquants a ainsi été constitué au fil des ans, rassemblant toutes les informations sur des fichiers informatisés. Une bonne centaine de noms y figurent avec photos, ce qui en fait une petite base de données par rapport au fichier « mercenaires » qui comporte quelque 500 identités. La DGSE suit aussi à la trace les matériels de guerre officiellement vendus par la France, afin de vérifier s'ils repartent ensuite ailleurs, et où. « Lorsqu'elle constate de tels transferts, relève un rapport de l'Assemblée nationale, la DGSE les signale au gouvernement¹⁰. » On regarde par exemple s'il existe des incohérences entre les capacités ou l'équipement de l'armée du pays acheteur, et le matériel livré.

Au-delà des fournitures secrètes et de l'analyse permanente des informations qui remontent vers le boulevard Mortier¹¹, les agents secrets se chargent d'entretenir à l'année des canaux d'informations vers les milieux les plus inavouables. Dont celui des trafiquants d'armes. Ces derniers ont souvent eux-mêmes été à la solde du ministère de la Défense de leur pays d'origine. Bénéficiant des liens noués au fil des années, ils se targuent d'être « couverts » ; un bluff permanent, sans que personne n'ose les démentir. Il faut reconnaître que sans ces personnages, il ne saurait y avoir de renseignement digne de ce nom. Comment feraient les services secrets pour se procurer chez l'ennemi des échantillons d'armes utilisant des technologies avancées, qu'ils aimeraient bien décortiquer par le menu pour en analyser les caractéristiques ? Ce sont des trafiquants, des intermédiaires, d'« honorables correspondants » qui partent à la pêche... Mais faut-il pour autant dîner avec le diable ? Certains espions sont radicalement contre le mélange des genres, même s'ils l'ont pratiqué pendant leur carrière en recueillant parfois des informations auprès de personnages peu recommandables. « Un service occidental digne de ce nom ne devrait pas se compromettre dans ces jeux malsains¹² », regrette l'un d'entre eux.

⁸ Nombreuses correspondances en 2005 et 2006.

⁹ Entretien en février 2005.

¹⁰ Jean-Claude Sandrier, Christian Martin et Alain Veyret, « Rapport d'information déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées sur le contrôle des exportations d'armement », Assemblée nationale, 25 avril 2000.

¹¹ Au siège de la DGSE.

¹² Entretien en mars 2006.

Les agences d'espionnage ont leurs arguments. « Il est clair que l'État ne peut assumer ouvertement l'existence de liens avec des structures illégales, analyse Alain Chouet, l'ancien chef du Service de renseignement de sécurité à la DGSE. Il ne peut cependant les ignorer ou faire comme si elles n'existaient pas. C'est ce principe de réalité qui gouverne l'existence et l'activité des services dits "spéciaux". L'État a tout ce qu'il lui faut (diplomates, années, experts, coopérants, etc.) pour dialoguer ou se battre avec les structures légitimes ou légales étrangères. Le problème se pose du "contact" avec les structures illégales, illicites ou illégitimes, du terrorisme à la criminalité en passant par les oppositions violentes aux régimes en place... L'État ne peut engager ouvertement ses instances diplomatiques ou politiques dans un dialogue avec des puissances qui sont par définition actuellement ou potentiellement terroristes¹³. »

D'ex-agents de la DGSE spécialisés dans les ventes d'armes

C'est, selon l'ex-cadre de la Piscine, le rôle des services : « Cette fonction de "contact" (qui peut d'ailleurs être violent) n'implique nullement une reconnaissance ou une approbation de l'interlocuteur : si c'était le cas, on utiliserait les canaux visibles et légaux pour marquer cette reconnaissance. Mais elle est essentielle à la sécurité collective. On ne peut pas se défendre efficacement contre un adversaire qu'on ignore. Cela dit - et puisqu'on est dans l'humain - il arrive que la fonction "dérape" et que le "contact" se transforme en "connivence". C'est le problème classique des flics avec les "indics", des agents des douanes avec les "aviseurs", des services avec les "agents", etc. Ce problème est cependant moins fréquent que certaines fictions littéraires ou cinématographiques le laissent entendre. Il est vrai qu'une manipulation ordinaire n'a rien de télégénique... » Il faut relire John Le Carré, *Une amitié absolue*, conseille notre homme, pour mieux saisir les subtilités et l'évolution de ces relations contre nature.

Cette zone grise peuplée d'intermédiaires plus ou moins véreux et d'hommes d'affaires sans scrupule est encombrée d'anciens militaires en reconversion, voire d'anciens espions, qui gardent parfois le contact avec leurs maisons d'origine. On verra plus loin le cas de Robert Montoya, l'ex-gendarme qui, en vendant des avions de combat au président ivoirien, a indirectement - et sans le vouloir - entraîné la mort de neuf soldats français, bombardés dans leur campement de Bouaké.

D'autres anciens cadres de la DGSE se sont fait une spécialité des ventes d'armes. Au cours de leur carrière dans le renseignement, ils ont accumulé en France et à l'étranger de précieux contacts avec des responsables gouvernementaux, de hauts gradés, des industriels de défense. En mettant ensuite leur carnet d'adresses chèrement valorisé au service des ventes d'armes et des causes les plus aléatoires, ils entretiennent un flou malsain : services secrets et marchands de canon, tout ce petit monde main dans la main...

Ainsi les Imbot, père et fils. Deux noms connus du renseignement français. Le général René Imbot a été le chef de la DGSE de 1985 et 1987 ; il y avait été nommé pour remettre de l'ordre dans les services après l'affaire du *Rainbow Warrior* et pour, disait-il alors, « couper les branches pourries ». Le nom de son fils Thierry, lui aussi espion jusqu'en 1991 au service de la France, est entouré de mystère depuis qu'un jour d'octobre 2000, il s'est tué en tombant de sa fenêtre. Une fois à la retraite, le général Imbot¹⁴ n'a rien trouvé de mieux que d'endosser le costume d'intermédiaire, principalement pour des entreprises de l'armement. Aux États-Unis, il s'entremet pour la firme¹⁵ qui a repris la célèbre marque Winchester, producteur des fusils, carabines et pistolets du même nom qui inondent l'Amérique. Avec son fils Thierry¹⁶, qui a quitté la DGSE en 1991, tous deux ont joué les intermédiaires pour Thomson-CSF (aujourd'hui Thales), Giat, Dassault et Airbus. Parlant parfaitement chinois, Thierry Imbot a dirigé des sociétés¹⁷ de conseil aux États-Unis et fait des affaires à Taiwan. Aux côtés des autres « consultants », Imbot père et fils ont été, comme le soulignent d'anciens cadres de la DGSE, les agents de Thomson

¹³ Nombreuses correspondances en 2005 et 2006.

¹⁴ René Imbot n'a pas donné suite à notre demande d'entretien transmise directement et par l'intermédiaire de son fils Didier.

¹⁵ La société US Repeating Arms Company.

¹⁶ Thierry Imbot est mort en tombant de sa fenêtre en octobre 2000. Diverses enquêtes ont été menées sur son décès, concluant toutes à un décès accidentel.

¹⁷ TDI China et Thompson Delstar, au conseil d'administration de laquelle figure un général respecté aux États-Unis, le général Richard Thompson.

dans le fameux contrat des frégates vendues à l'île nationaliste. Ils n'avaient alors plus rien à voir avec les services secrets français, mais sont intervenus sur un énorme marché militaire qui, aujourd'hui encore, suscite des interrogations entre Paris et Taïwan. Pour le compte d'une entreprise publique tricolore. Mais au profit d'intérêts mercantiles.

Agent secret lui aussi, Pierre Léthier a occupé le fauteuil de chef de cabinet de deux patrons des services avant de se reconvertir dans les affaires, profession lobbyiste, en 1988. Condamné¹⁸ pour son rôle dans le scandale Elf, ce colonel de réserve s'est surnommé lui-même l'« espion de l'affaire Elf » pour promouvoir son autobiographie¹⁹. Racontant son métier de « consultant d'affaires » - « l'une des activités les plus intéressantes qui soient », dit-il -, Pierre Léthier reste pudique sur quelques-unes des opérations qu'il a eues à traiter. Il évoque ses relations avec Aérospatiale où il contribua aux négociations pour vendre des Airbus aux compagnies Tunis Air et Olympic Airways, revient sur sa participation au projet de l'hélicoptère de combat d'Eurocopter, le fameux Tigre. Que des affaires politiquement très correctes pour un ancien agent secret. En revanche, il ne dit mot de son intercession dans la vente à l'année pakistanaise de missiles français.

Or c'est ce que révèle une lettre tamponnée « confidentiel » adressée par la société Euromissile, filiale du groupe de défense EADS, à une discrète structure off shore anglaise, appartenant à Léthier. Le document, ainsi que les papiers de cette société britannique Switch Global, avaient été saisis par les juges de l'affaire Elf et n'ont a priori rien d'illégal. Pour résumer cet « accord de consultant » au « contenu secret et confidentiel », Euromissile propose à Pierre Léthier d'être intéressé à la conclusion d'un « contrat à venir pour l'année pakistanaise de 300 missiles Milan et 20 postes de tir Milan ». « Une opération pouvant être suivie d'un contrat semblable », promet la missive, qui souligne : « Vous nous assisterez dans notre action commerciale pour finaliser ces négociations. » Honoraires promis : 9 %. Pas négligeable pour un ancien fonctionnaire. Au début des années 1990, quand l'affaire se négocie, le Pakistan est le meilleur allié des Occidentaux, depuis que les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan. Dans ce cas, pourquoi s'interdire de lui vendre, comme le fait Léthier, des missiles ? Le problème, c'est le devenir de ces missiles dans un pays métamorphosé en chaudron de l'islamisme régional. Une inconnue qui aurait de quoi émouvoir.

Des têtes brûlées du Service Action en Birmanie

Nostalgiques du coup de main, prompts à voler au secours des causes perdues, d'anciens membres du Service Action des services secrets se sont mis en tête de livrer des armes, tout seuls, dans leur coin. De continuer l'action clandestine menée au service de la DGSE, mais en électrons libres. C'est ce qui est arrivé au Myanmar, l'ex-Birmanie, au profit de la rébellion karen. L'objectif de ces têtes brûlées consistait à affaiblir le régime dictatorial en place, en soutenant les tribus montagnardes. Les Karens, connus pour ces images étonnantes de femmes au cou de girafes, constituent l'un des deux groupes ethniques, de confession chrétienne ou bouddhiste, en rébellion contre la junte au pouvoir à Rangoun.

Un ancien industriel français de l'armement raconte ces faits d'armes finalement peu glorieux. Immérgé des années durant dans le microcosme militaro-industriel, il a pu observer non seulement la caste des marchands et des intermédiaires, avec ses rites et ses pratiques inavouables, mais aussi les compromissions de l'appareil d'État - services, diplomates, voire entreprises publiques et offices à l'exportation. A soixante-treize ans, Jean de Tonquedec n'a pas été un protagoniste majeur, n'a pas eu en mains les destinées des plus grands groupes, mais s'est trouvé là où il fallait : au croisement de la fabrication des matériels, de leur exportation, et donc des intérêts nationaux. Il a notamment été le patron de la Société des matériaux spéciaux,

¹⁸ La cour d'appel de Paris a condamné Pierre Léthier à 15 mois de prison ferme et 1,5 million d'euros d'amende pour son rôle dans le volet allemand de l'affaire.

¹⁹ Pierre Léthier, *Argent secret, l'espion de l'affaire Elf parle*, Albin Michel, 2001.

filiale de la future Renault Véhicules Industriels, qui commercialise un véhicule français blindé léger.

L'aventure lui est tombée dessus au début des années 1990 au cours d'une discussion à bâtons rompus à l'hôtel Indra, le grand établissement de Bangkok. « Faire un beau coup, une opération spectaculaire en fin de carrière m'avait tenté, c'est pour cela que j'ai dit banco. L'affaire était destinée à rester secrète, et donc moins j'en savais, mieux je me portais²⁰ », se souvient aujourd'hui Jean de Tonquedec, qui a en partie évoqué l'histoire dans un livre²¹. Il lève le voile sur les dessous d'une opération de livraison à la guérilla birmane, par d'anciens agents des services français, d'armes légères : « fusils AK47, munitions, grenades, mortiers portables ». L'affaire a été stoppée net par les balles de soldats birmans, quelque part sur le littoral, là où la frontière entre l'ancien royaume du Siam et le pays de la junte militaire se fond dans la mer.

C'est « Jean-Louis²² », un ancien du Service Action de la DGSE, qui fait un jour appel à l'industriel. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Jean-Louis connaît le Tchad comme sa poche : y étant basé au temps de Goukouni Oueddeï et de Hissène Habré, il a œuvré pour la récupération de Françoise Claustre, l'archéologue française enlevée en avril 1974. Le fameux Jean-Louis est-il en service commandé pour les services français, ou bien agit-il en privé, entretenant le flou sur ces commanditaires réels ? Pour Tonquedec, pas de doute : c'est un coup des services secrets. Bien sûr, il ne reçoit pas d'ordre de mission rédigé et tamponné du sceau officiel de la DGSE. Cela n'existe pas ! Jean-Louis lui résume l'affaire, mais l'enfume allégrement : « Mes patrons me demandent... », dit-il. Tonquedec, sûr de lui, ne voit pas qu'il peut être mêlé à une opération des plus risquées, hors de toute légalité, dépourvue des moyens habituels de la DGSE. Et absolument pas soutenue de près ni de loin par les services français...

Des ratés sur une plage thaïlandaise

Depuis les émeutes de 1988, où les militaires ont réprimé les émeutes populaires dans le sang, la situation est extrêmement tendue en Birmanie. En juillet 1991²³, l'Union européenne a décidé un embargo sur les armes et émis en même temps une « déclaration commune » demandant aux pays du monde entier de « renoncer à toute vente d'armes ». Recommandation ignorée par l'ONU, qui n'a jamais pris de sanctions contre la dictature militaire. Sur le terrain, l'opération montée par « Jean-Louis » a dû résoudre quelques menus problèmes matériels. Comment livrer les armes ? Par les airs ? Les montagnes rendent les atterrissages impossibles et les parachutages compliqués. Par voie terrestre ? Passer par la Thaïlande est jouable, mais cela a un coût : 50 % du prix des « marchandises » pour que l'armée thaïe ferme les yeux. Ne restait que la mer. Jean de Tonquedec a donc reçu pour mission de trouver un bateau. « Le plan d'action était simple : il fallait se procurer un petit cargo en fin de carrière, le remplir d'armes et de munitions, le diriger et l'échouer sur une zone sablonneuse. Les Karens devaient venir le décharger, avant de repartir se mettre à l'abri dans les zones montagneuses. L'équipe du cargo était censée s'esquiver discrètement après avoir abandonné le navire : prise en charge par un 4 x 4, passage de la frontière birmano-thaïe en un point sûr, nouvelle prise en charge en 4 x 4 et installation sur une plage touristique », écrit Tonquedec. À Singapour, où mouillent des milliers de navires à vendre, il est facile de dénicher un bateau à moteur à manoeuvrer à deux ou trois. L'équipe fait aussi l'acquisition des cartes des fonds marins, histoire d'accoster sans souci. L'affaire est enclenchée.

Mais une simple reconnaissance des lieux va faire capoter la livraison. Un réflexe d'amateur en quelque sorte - Jean de Tonquedec l'admet, lui qui n'avait jamais mis le petit doigt dans une action de ce type. Par curiosité, avant l'opération, Tonquedec prend le chemin d'un village thaï situé près de la côte, rejoint par des sentiers ardues un hameau de montagne

²⁰ Entretien du 17 septembre 2004.

²¹ *Marchand d'armes*, publié en 2003 par Flammarion.

²² Le prénom a été modifié.

²³ Une décision durcie en 1996 et prorogée par la suite.

non loin de la frontière. Le lendemain, accompagné de cinq locaux, il passe la frontière pour explorer le littoral et repérer l'éventuel point d'accostage. Mais des tirs d'obus de mortier les stoppent net : la saison des pluies terminée, les militaires gouvernementaux avaient repris une activité normale -et les avaient visiblement mis sous surveillance... L'opération, annulée cette fois-ci, n'aura visiblement jamais lieu, les divisions entre ethnies réussissant à annihiler tout effort de soutien de la part des Occidentaux. À Paris, les têtes brûlées parties offrir aux Karens leur énergie, et pour certains leur vie, sont surveillées de près. Le ministère de la Défense a tenté de freiner ce petit monde d'aventuriers.

Un colonel des services : « Si on veut, en dix-huit mois on peut balayer toutes les filières »

Assurer au jour le jour le suivi de l'intégralité du « trombino » des trafiquants d'armes n'est pas une priorité absolue des services secrets. Loin de là. À moins qu'un sulfureux intermédiaire ait vendu des bombes à un groupe terroriste ayant l'Élysée dans sa ligne de mire. Peut-être alors, le gouvernement s'intéresserait-il au sujet... Alain Chouet, l'ancien cadre de la Piscine, ne se fait pas prier pour souligner l'impéritie des politiques qui, ne l'oublions pas, ont la haute main

sur la DGSE via le président de la République et le Premier ministre : « Les priorités du Service, à géométrie variable, sont fonction de la pression exercée par les médias sur le politique. Ainsi, à l'été 2001, la priorité des priorités était l'immigration clandestine et ses filières : il est vrai qu'alors 900 Kurdes faisaient du canotage en baie de Saint-Raphaël, le Service était donc comminatoirement prié de recycler ses effectifs antiterroristes vers l'immigration sauvage. Évidemment, quelques semaines plus tard, le 11 septembre renversait brutalement la vapeur en attendant qu'un nouvel événement, canicule, tsunami, révolution, Angolagate, rhume des foins présidentiel, etc., change à nouveau la donne. D'une manière générale, tant qu'il n'y a pas le feu au lac et que la presse n'est pas en révolution, les politiques se foutent complètement des problèmes de renseignement et de sécurité, qui n'apportent que des ennuis²⁴. »

Un ancien cadre du service de renseignements et de sécurité de la DGSE va plus loin encore. Jeune retraité, le lieutenant-colonel Guy Deluzurieux a quitté la « boutique » en 2005. Après vingt ans de services secrets, il s'est fait une idée plus que précise sur les trafics d'armes même si le devoir de réserve que son ancienne maison lui impose interdit de révéler ses fonctions passées. Désormais installé à Lyon, il s'est reconverti dans l'intelligence économique. Son témoignage sur les trafics comme sur les filières nucléaires est décapant : « Dans le monde d'aujourd'hui, les producteurs et les consommateurs d'armes sont parfaitement identifiés : les "services" savent où sont situés les stocks à vendre, ils savent également qui sont les consommateurs, ceux qui vont les acheter. À chaque fois que certains matériels, voire certains produits susceptibles d'entrer dans la composition d'armes nucléaires, changent de mains, les clignotants s'allument immédiatement. On connaît également le cheminement des armes, c'est-à-dire comment et par quelles filières elles vont passer du producteur au consommateur²⁵. » Conclusion évidente, selon l'ancien espion : « Si on voulait stopper tous les trafics d'armes, ce pourrait être fait en dix-huit mois. On pourrait très facilement tarir les réseaux d'alimentation. Mais il faut savoir qu'en enquêtant sur les trafics d'armes, on tombe toujours sur d'autres trafics : drogue, financement politique ou autres. » Pourquoi des financements politiques ? Tout simplement parce que les filières illégales recourent régulièrement aux élus et autres décideurs, pour obtenir des passe-droits et des arrangements, qu'il faut bien remercier d'une façon ou d'une autre. Voilà pourquoi rien ne change : les trafics continuent d'alimenter les zones chaudes de la planète en toute impunité...

²⁴ Nombreuses correspondances avec l'auteur eu 2005 et 2006.

²⁵ Entretien du 18 avril 2006